

## **Pas de retour à un mode de pensée dépassé : résolution du Groupe pour une Suisse sans Armée pour un service civil fort.**

Depuis son introduction en 1996, le service civil est devenu un pilier essentiel pour la société. En 2017, les civilistes ont accompli au total 1 786 385 jours de service dans divers domaines sociaux. Cela représente 1 786 385 jours pendant lesquels des écoles, des maisons de retraite ou encore des fermes ont été non seulement soulagées, mais aussi enrichies par l'engagement de ceux qui s'impliquent dans un service communautaire. Le service civil assume des tâches cruciales, là où les ressources font défaut et contribue ainsi au fonctionnement d'une société fondée sur la solidarité.

Avec l'Initiative pour l'abolition de l'armée de 1989 et l'appel à l'objection de conscience au service militaire de 1990, le GSsA a largement contribué à faire en sorte que les jeunes hommes qui ne souhaitent pas effectuer leur service militaire pour des raisons de conscience aient désormais une alternative à plusieurs mois de détention. Le Conseil fédéral met aujourd'hui en danger cette réalisation en limitant massivement l'accès au service civil. Il met en doute les avantages et le sens des services fournis à la société et tend à réalimenter un climat de Guerre froide. Ainsi il fait retomber la conception de l'utilité et du sens des prestations fournies à la population dans l'ère de la Guerre froide. Ainsi, les mesures prévues découlent d'une conception de l'utilité et du sens des prestations fournies à la population digne de l'ère de la Guerre froide.

Avec la révision de la loi sur le service civil, le Conseil fédéral entend réduire le nombre d'admissions au service civil et ainsi renforcer la capacité des forces armées. Cependant, le fait que l'armée souffre d'un trop grand nombre de départs est un problème qui ne peut être résolu par une position plus défavorable envers le service civil. Pour les jeunes hommes, la principale raison du passage au service civil – en plus des raisons de conscience – est le fait qu'ils ne peuvent accomplir aucune tâche sensée au sein l'armée. Ce n'est donc pas le manque de motivation à s'engager pour la société, mais bien l'inutilité de la formation et des activités militaires qui les poussent à quitter l'armée. Beaucoup de jeunes hommes en Suisse ne voient tout simplement ni sens ni but au service militaire obligatoire.

Le service civil permet quant à lui un engagement significatif pour la société. Or, les mesures prévues pour réduire le nombre d'admissions rendraient pratiquement impossible le passage au service civil de remplacement. Ainsi, celles-ci forcent les jeunes hommes à effectuer un service qui ne correspond pas à leur conception de l'utilité publique ou à simuler des problèmes physiques ou psychiques. Il en résultera un effondrement massif des emplois socialement nécessaires dans les entreprises qui bénéficient de l'aide des civilistes. Enfin, la période d'attente de douze mois entre la présentation de la demande et l'admission entraînera l'abolition de facto du service de remplacement du service militaire pour des raisons de conscience.

Les projets du Conseil fédéral sont inacceptables. Le GSsA continue à s'engager un service civil fort et attrayant. Tant que les jeunes sont obligés de faire leur service militaire, le libre accès au service civil de remplacement non armé est une nécessité absolue. Par conséquent, le GSsA est favorable à un éventuel référendum contre la révision de la Loi sur le service civil.